

Une communauté qui grandit

A growing community



"Les dix ans de l'AFY" par/by Nathalie Parenteau

Cahier spécial bilingue préparé par des membres de l'AFY

Sommaire

| | |
|---|----|
| Éditorial | 3 |
| Bureau des services en français | 4 |
| Services en langues autochtones | 5 |
| La communauté francophone en l'an 2010 | 6 |
| Monde des affaires | 8 |
| Du côté des ministères fédéraux | 9 |
| S'instruire en français (immersion) | 10 |
| S'instruire en français (Émilie-Tremblay) | 11 |
| Un jardin sur le toit | 12 |

Bilingual supplement prepared by AFY members

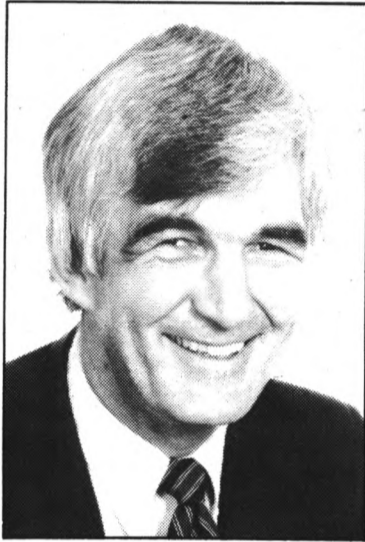
Summary

| | |
|---|----|
| Editorial | 3 |
| French Language Services | 4 |
| Bureau of Aboriginal Languages Services | 5 |
| The francophone community in 2010 | 7 |
| Business world | 8 |
| The federal department | 9 |
| Learning in French (Immersion) | 10 |
| Learning in French (Émilie-Tremblay) | 11 |
| A garden on the roof | 12 |

Félicitations...

Félicitations à la communauté francophone pour son dynamisme et à l'Association franco-yukonnaise pour ses efforts continus en vue d'offrir aux francophones tant de services importants.

Meilleurs voeux et bons succès en 1991.



J. K. McKinnon

J. K. McKinnon
Commissaire

Yukon
Office of the Commissioner



Félicitations et meilleurs voeux de succès à l'Association franco-yukonnaise

Depuis l'année 1990, les Yukonnais ont maintenant leur école, l'école Émilie-Tremblay, leur garderie, deux réalisations inestimables pour la communauté francophone. Il y a eu aussi la Semaine culturelle, qui a connu un franc succès. Les Franco-Yukonnais sont en fait bien chanceux d'avoir une association aussi active et présente.



Encore une fois, toutes mes félicitations!

Audrey McLaughlin
M. P. DÉPUTÉE
YUKON.

Audrey McLaughlin

Bureau à Ottawa
531 Édifice du Centre
Chambre des communes
Ottawa, (Ontario)
K1A 0A6

Bureau de circonscription
#6 rue Lambert
Whitehorse (Yukon)
Y1A 1Z4



Permettez-moi, au nom du Gouvernement du Yukon, de féliciter l'Association franco-yukonnaise pour sa contribution à la vitalité de notre territoire.

La présente année sera spéciale et historique pour le Yukon et la communauté francophone.

C'est en effet l'année où nos lois et règlements seront adoptés pour la première fois dans les deux langues officielles du Canada. Nous comptons bien souligner de façon particulière le dépôt au printemps du premier projet de loi bilingue.

Notre gouvernement est fier d'avoir collaboré à la création d'une école française et d'une garderie française. La nouvelle loi sur l'éducation permet maintenant aux parents de la communauté francophone de participer pleinement à l'éducation de leurs enfants. Présentement, votre communauté se penche sur la création d'un centre communautaire qui constituerait un lieu de rencontre pour les francophones du Yukon. Là encore, notre gouvernement s'est engagé à participer à une étude de faisabilité.

L'épanouissement de votre communauté est nécessaire au développement du Yukon. Je vous encourage donc à conserver votre dynamisme et à poursuivre vos activités avec enthousiasme.

Tony Penikett
Premier ministre

Yukon
Office of the Government Leader

ÉDITORIAL

Jeanne Beaudoin

Les lois déposées à l'assemblée législative du Yukon seront dorénavant adoptées simultanément en anglais et en français.

Je ne peux que me réjouir à l'idée que la loi sur les langues adoptée au Yukon en 1988 se traduit par le respect du gouvernement de ses engagements. Au nom de la communauté francophone du Yukon, j'aimerais donc exprimer mes très sincères remerciements au premier ministre du Yukon, monsieur Tony Penikett, ainsi qu'aux députés de l'assemblée législative qui ont voté unanimement cette loi au printemps de 1988.

Mais quelle importance peut bien avoir l'adoption des lois en français pour le quotidien de la francophonie? Quel francophone peut bien se préoccuper que les lois soient ou non adoptées simultanément en français et en anglais? Est-ce que ça change vraiment quelque chose dans leur vie de tous les jours?

En réalité, le simple citoyen, qu'il soit anglophone, francophone, espagnol ou autre, n'utilise pas les textes de lois.

Les textes de lois sont des instruments des gouvernements et des tribunaux. Ce sont les députés, les politiciens qui définissent les lois, les critiques et les adoptent à l'assemblée législative. Ce n'est que lorsque les lois seront traduites dans des programmes précis, gérés par des fonctionnaires, qu'elles nous affecteront tous et toutes. Les tribunaux, par la suite, verront à assurer les citoyens que les lois soient respectées.

Quelle est donc la valeur de ce geste et pourquoi tant s'en réjouir? Rappelons au départ que la loi sur les langues adoptée en 1988, en plus de répondre aux besoins actuels de protection des langues des Premières Nations, reconnaît la responsabilité des ministères et des institutions du gouvernement d'offrir des services aux



Jeanne Beaudoin
présidente de l'AFY
president of the AFY

francophones dans leur langue maternelle et ce, dès le 1er janvier 1993.

L'adoption des lois en français marque donc le début d'une série de gestes concrets qui viennent reconnaître les droits historiques des francophones

au Yukon. C'est la confirmation que le gouvernement territorial s'est sincèrement engagé dans la mise en place de services en français qui soient utiles, utilisables et utilisés, selon le désir exprimé par la communauté francophone tout au long du processus de consultation auquel elle a participé.

Les francophones furent ici, comme dans tout l'ouest et le nord canadien, des pionniers; de l'époque des «Voyageurs» à aujourd'hui, en passant par la ruée vers l'or, ils contribuent au développement d'un des plus beaux coins de ce qu'ils croient toujours être leur pays. Nous aurons d'ailleurs la chance d'en apprendre davantage sur l'histoire des francophones du Yukon lors du lancement, à l'automne prochain, du roman historique intitulé: «Un jardin sur le toit». Ce sont donc les membres de l'assemblée législative du Yukon qui verront défiler, séance après séance,

des textes de loi en français et en anglais; quotidiennement ils se verront rappelés au devoir qu'ils ont envers ce pays de développer et de promouvoir une de ses caractéristiques fondamentales, celle de l'existence de deux communautés de langues officielles. Comme politiciens, ils seront constamment sensibilisés à cette réalité peu importe le parti politique au pouvoir.

Cette première application de la loi sur les langues constitue la première étape d'un engagement à long terme visant à la mise en place d'éléments essentiels à l'existence d'une communauté francophone viable en l'an 2000. Le prochain engagement, nous l'espérons, sera l'établissement d'un centre qui regroupera toutes les activités de la communauté, de la garderie à la salle communautaire en passant par l'école française Émilie-Tremblay.

EDITORIAL

Jeanne Beaudoin

From now on, acts tabled in the Yukon's Legislative Assembly will be passed simultaneously in English and French. I can only rejoice at the thought that the Yukon Languages Act, which was passed in 1988, translates into the government honouring its commitments. On behalf of the francophone

community of the Yukon, I would therefore like to express my sincere gratitude to the Premier of the Yukon, Mr. Tony Penikett, and to the members of the Legislative Assembly who voted unanimously in favour of the Act in the spring of 1988. But how important can the passing of acts in French

for Francophones in their everyday lives? Which one of them would be concerned as to whether acts are passed simultaneously in English and French? Would that really change anything in their daily activities? In reality, the average citizen -whether Anglophone, Francophone, Spanish or other- does not make use of statutory acts and regulations. Statutory acts and regulations are instruments for governments and the courts. It is the deputies and the politicians who define the acts, who criticize and pass them in the Legislative Assembly. Acts affect all citizens only when they are translated into specific programs and administered by civil servants. The courts then need to assure us that the laws are respected. What is, then, the value of this gesture by the territorial government and why rejoice about it? Firstly, let us recall that the Languages Act of 1988 not only responds to the current need to protect the languages of First Nations, but it also recognizes the responsi-

bility of government departments and institutions to offer services, as of January 1, 1993, to Francophones in their mother tongue. The passing of acts in French in the Legislative Assembly therefore marks the beginning of a series of concrete moves to recognize the historical rights of Francophones in the Yukon. It confirms that the territorial government is sincerely committed to the implementation of French services that are useful, usable and used, according to wishes expressed by the francophone community throughout the consultation process in which it has participated.

Francophones were pioneers in the Yukon, as they were throughout the rest of Canada; from the time of the "Voyageurs" to the Gold Rush era, and continuing on to this day, they contributed to the development of one of the most beautiful areas of what they continue to believe is their country. We will incidentally have an opportunity next fall to learn more about the history of

Francophones in the Yukon during the launching of a historical novel titled "Un jardin sur le toit" (A Garden on the Roof). So the passing of statutory acts and regulations in French and English will primarily affect the members of the Legislative Assembly. One session after the other, they will be reminded of their duty to this country to develop and promote one of its fundamental characteristics, namely the co-existence of two official language communities. As politicians, they will constantly be made aware of this reality, regardless of the political party in power.

This first application of the Languages Act marks the beginning of a long term commitment intended to establish those elements essential to the existence of a viable francophone community in the year 2000. We hope that the next stage will be one which will allow us to see the establishment of a centre for all community activities, from a day care centre to its French school, Émilie-Tremblay, to a community hall.



La
Fédération
Franco-
TéNOise

*Félicitations
pour votre bon travail
et que l'année 1991
soit aussi productive*

La Fédération Franco-TéNOise
C.P. 1325, Yellowknife, T. N.-O., X1A 2N9
Tél.: (403) 920 2919, Fax: (403) 873-6603

BUREAU DES SERVICES EN FRANÇAIS

Dans la longue démarche entreprise par la communauté francophone et devant mener à la mise en place des services en français, la création du Bureau des services en français (BSF) est une étape importante puisque la communauté francophone demandait sa création depuis 1970.

Mis sur pied il y a près de deux ans, le BSF s'est vu léguer la tâche de planifier, préparer et coordonner l'implantation des services en français du gouvernement territorial. On se rappelle que les Territoires du Nord-Ouest ont accédé au statut bilingue en 1984 alors que le Yukon poursuivait toujours les démarches vers l'obtention d'une loi plus souple et plus près de sa réalité quant à la reconnaissance des droits linguistiques de sa population. «C'est une approche beaucoup plus pratique que propose le gouvernement du Yukon en reconnaissant les droits des francophones et des autochtones et en tentant de répondre à leurs besoins réels par opposition à une déclaration de bilinguisme officiel qui ne servirait peut-être personne», explique Rino Ouellet, directeur du BSF.

La Loi sur les langues (Loi 7), adoptée en 1988, reconnaît for-



Rino Ouellet

mellement le droit au développement et à la préservation des langues française et autochtones au territoire. Pour les francophones, de façon concrète, la Loi 7 en est une de services. «C'est une reconnaissance officielle qui prévoit des outils pratiques pour sauvegarder les langues du Yukon» reprend le directeur du BSF qui affirme que cette approche veut répondre aux besoins réels des francophones.

En plus de mettre au point des politiques et des priorités pour l'implantation des services en fran-

çais, le BSF conseille, informe et aide les différents ministères à formuler des politiques et des directives pour implanter les services en français. Le BSF agit aussi à titre de service central de linguistique et de traduction pour les ministères et organismes touchés par les services en français.

Les ministères territoriaux ne sont pas tous affectés de la même façon par les services en français. Conscients qu'on ne pouvait offrir ces services du jour au lendemain, le gouvernement et les francopho-

nes ont préféré se concentrer sur certains domaines essentiels. Pour ce faire, le gouvernement a consulté la communauté francophone par des rencontres avec son Association, elle-même chargée d'interroger ses membres sur leurs priorités.

La réponse est donc venue des francophones qui ont identifié les services qu'ils considèrent prioritaires.

Ainsi, les domaines de la santé, des services sociaux, de l'éducation et de la justice ont été qualifiés d'essentiels. «Ces ministères seront traités de façon prioritaire mais il y a des services dans tous les ministères gouvernementaux qui sont importants pour la communauté», ajoute M. Ouellet. L'arrivée des services en français devrait donc permettre aux Franco-Yukonnais un meilleur accès aux services de leur gouvernement tout en rehaussant leur fierté d'être reconnus comme partenaires dans le développement de leur territoire.

Le gouvernement territorial s'attend à une collaboration continue de l'AFY dans l'implantation des services en français. Il veut s'assurer que les services qui seront offerts correspondent vraiment aux besoins des francopho-

nes.

M. Ouellet ajoute encore que l'approche favorisée par le gouvernement permettra d'offrir des services en français sans pour autant affecter la qualité de ceux déjà donnés en anglais. Ainsi, la langue de travail du gouvernement territorial demeure l'anglais précise M. Ouellet. «On ne remplacera pas un service en anglais par un en français. On veut plutôt accroître la capacité du gouvernement d'offrir certains de ses services dans une langue de plus.»

Les anglophones ne devraient donc percevoir aucune variation dans la qualité du service régulier, une fois l'implantation des services en français. «Ils vont, bien entendu, voir un certain nombre d'affiches bilingues ou, à l'occasion, se faire saluer par une formule bilingue mais cela ne réduit pas le niveau de qualité d'un service» explique M. Ouellet qui conclut en disant qu'il n'y aura «diminution ni dans la qualité ni dans la quantité des services. Au contraire, plus de Yukonnais pourront désormais communiquer avec leur gouvernement dans une langue avec laquelle ils se sentent à l'aise.»

FRENCH LANGUAGE SERVICES

Within the long process undertaken by the francophone community to set up French services, the establishment of the French Language Services Bureau is an important step, seeing that the francophone community had been requesting its creation since 1970.

Established nearly two years ago, the Bureau was given responsibility for planning, arranging and coordinating the implementation of the territorial government's French services. One will recall that the North-West Territories attained bilingual status in 1984, while the Yukon continued to pursue its endeavours to secure an act that would be more flexible and realistic in terms of recognizing its population's linguistic rights. «The government of Yukon is suggesting a much more practical approach by recognizing the rights of Francophones and aboriginal people, and by attempting to address their real needs as opposed to announcing a policy of official bilingualism that would perhaps serve no one,» said Rino Ouellet, Director of the French Language Services Bureau.

Passed in 1988, the Languages Act (Act 7) formally recognizes the right to develop and safeguard French and native languages in the

Yukon. For Francophones, and in real terms, Act 7 is a law about services. «It's an official acknowledgement through which we give ourselves the practical tools to protect the languages of the Yukon,» added Mr. Ouellet, who affirms that this approach is designed to address the real needs of Francophones.

In addition to establishing policies and priorities for implementing French services, the French Language Services Bureau advises, informs and assists various departments in formulating policies and procedures towards implementing French services. The office also acts as a linguistic and translation service centre for departments and organizations affected by French services.

Not all territorial departments are equally affected by the implementation of French services. Aware that it was impossible to provide these services overnight, the government and Francophones opted to concentrate first on certain essential areas. To this end, the government consulted with the francophone community through meetings with its Association, which was responsible for querying its members on their priorities. So the answer came

from Francophones who identified which services were more important to them.

Thus health, social services, education and justice were described as essential areas. "These will be given high priority, but all departments provide services that are important to the community", Mr. Ouellet added. The introduction of French services should therefore allow Yukon Francophones a better access to their government's services while raising their pride in being recognized as partners in the development of their territory.

The territorial government therefore expects ongoing cooperation from l'Association franco-yukonnaise in its implementation of French services. It wants to ensure that those services which will be offered will in fact correspond to the needs of Francophones.

Mr. Ouellet reiterates that the approach favoured by the government will allow it to offer services in French without, for that matter, affecting the quality of those already provided in English. Clarifying that English will thus remain the working language of the territorial government, Mr. Ouellet said: "We are not replacing a service

now provided in English with one in French. Instead, we want to enhance the government's ability to offer some of its services in an additional language."

Therefore, once French services are in place, Anglophones should not perceive any variation in the quality of regular services. "It goes without saying that they will see a certain number of bilingual signs or will occasionally be

greeted in both languages, but this does not reduce the quality of a service," explained Mr. Ouellet, who concluded by saying that there will be "no reduction in neither the quality nor the quantity of the services provided. On the contrary, from now on more Yukoners will be able to communicate with their government in a language they feel comfortable with."



D. W. Branigan
Maire de Whitehorse

BUREAU DES SERVICES DE LANGUES AUTOCHTONES

Lorsque le gouvernement territorial décide d'aller de l'avant avec l'entrée en vigueur de sa Loi sur les langues, il n'y a pas que le Bureau des services en français qui voit le jour. Le Bureau des services de langues autochtones (Bureau of Aboriginal Language Services) est aussi créé, avec, comme coordonnateur, Gerald Isaac.

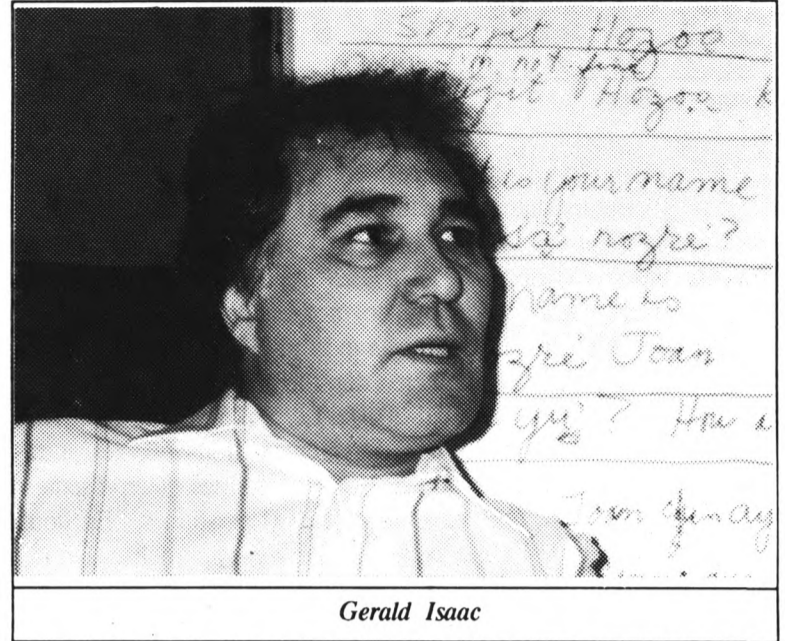
Originaire de la région de Dawson, M. Isaac appartient à la famille amérindienne des «Han». A ce titre, il connaît la vie et les traditions autochtones. Selon Gerald Isaac, les francophones ont des aspirations semblables à celles des autochtones quant à la conservation de leur langue et culture. «Il s'agit pour nous de sauvegarder notre identité. Mais nous avons huit langues à sauver quand vous n'en n'avez qu'une à défendre. Il est bien connu que si vous perdez votre langue, vous perdez votre culture, votre identité» pré-

cise-t-il.

Pour contrecarrer l'assimilation vers l'anglais, Gerald Isaac et le Bureau des langues autochtones travaillent à la préparation d'une étude sur l'état de chacune des langues amérindiennes. M. Isaac souhaite qu'une fois rendue publique, cette étude montrera aux Premières Nations à quel point leurs langues sont menacées. «Nous sommes en voie d'assimilation et on ne peut pas laisser ça se poursuivre» ajoute-t-il. M. Isaac craint d'ailleurs l'assimilation complète des Premières Nations si leurs langues poursuivent leur déclin. On sait que de plus en plus d'autochtones perdent leur langue en faveur de l'anglais ce qui laisse présager un sombre avenir pour leurs langues. «Nous serons alors complètement assimilés» lance M. Isaac, visiblement préoccupé. «Nous ne serons plus des individus distincts et les francophones sont à même de comprendre ce

que nous désirons».

Les communautés francophones et autochtones du Yukon ont donc des points communs dans leurs luttes pour sauvegarder leurs héritages linguistiques et culturels et l'obtention de la Loi sur les langues ne règle pas tout. Bien que le gouvernement territorial semble décidé à offrir des services égaux aux francophones et autochtones, Gerald Isaac reconnaît qu'il y a beaucoup à faire. Pour faire une comparaison, vous avec votre propre école française, votre garderie et, bref, vous marchez déjà alors que nous n'en sommes qu'à nos premiers pas! Pour tenter de raviver certaines langues autochtones, le Bureau des services de langues autochtones aimerait tenir une grande rencontre avec les premiers habitants intéressés à sauver leur langue. On espère aussi trouver des professeurs qui pourraient enseigner leurs langues,



Gerald Isaac

ce qui les rendraient plus accessibles et vivantes.

Pour Gerald Isaac comme pour les autres autochtones, la route vers la pleine reconnaissance est semée d'obstacles mais avec sa détermination et sa jovialité, Gerald Isaac regarde l'avenir avec optimisme. «Nous n'abandonnerons jamais la lutte pour la survie de nos langues et de notre identité culturelle.»

mination et sa jovialité, Gerald Isaac regarde l'avenir avec optimisme. «Nous n'abandonnerons jamais la lutte pour la survie de nos langues et de notre identité culturelle.»

Bureau of Aboriginal Languages Services

It was not only the French Language Services Bureau that was created as a result of the territorial government's decision to go ahead with its Language Act. Indeed, the Bureau of Aboriginal Language Services was also created, with Gerald Isaac as its coordinator.

Originating from the Dawson area, Mr. Isaac is a member of the "Han" First Nation. He therefore knows native life and traditions. And according to Mr. Isaac, Francophones have similar aspirations to those of the aboriginal people with respect to the conservation of their language and culture. "From our standpoint," he told us, "it is a question of preserving our identity. But we have eight languages to save while you only have one to defend. It is a well known fact that if you lose your language, you also lose your culture, your identity."

To thwart English assimilation, the Bureau of Aboriginal Language Services Branch is preparing a study on the status of each of the eight native languages in the territory. Mr. Isaac hopes that

once the report is made public, representatives of Yukon First Nations will see it as a clear indication that their languages are in dire straits. "We are in the process of being assimilated and we can't allow it to go on," he said. Mr. Isaac, by the way, fears full assimilation for the people of the First Nations if their language continue to decline. It is a fact that an increasing number of aboriginal people are losing their language to English, which is an ominous sign for native languages. "We will then be totally assimilated," exclaimed Mr. Isaac, visibly concerned. "We will not be a distinct society anymore and Francophones are in a good position to understand what we want."

So the francophone and aboriginal communities of the Yukon have common concerns in their respective struggle to preserve their linguistic and cultural heritage. But obtaining language legislation does not solve everything. Despite the fact that the territorial government seems committed to providing equal services to both

French and aboriginal people, Gerald Isaac acknowledged that there is still much to do. "As a comparison," he told us, "you have your own school and day-care centre. In short, you have all the clothes when we're still wearing diapers!" In an attempt to revive some of the aboriginal languages, the Bureau of Aboriginal Languages Services would like to hold a large meeting with all representatives of Yukon First Nations who are interested in preserving their language. It is also hoped that teachers can be found to teach the native languages to the aboriginal and other interested people, which would allow our languages to become more alive and accessible.

For Gerald Isaac as for other aboriginal people, the road to full recognition is plagued with obstacles. But with his determination and joviality, Mr. Isaac looks to the future with optimism, "We will never quit in the fight for the survival of our languages and our identity".

Rencontres

le dimanche soir
à 19h05
sur les ondes de CBC

the Radio Show
Sunday night 7:05 pm



L'Aurore boréale

L'Aurore boréale,
le seul journal francophone du territoire, est publié mensuellement.
Le coût de l'abonnement est de 20 \$



Nom:

Adresse:

J'inclus un chèque au montant de 20 \$

Retourner : **L'Aurore boréale**
C.P. 5205, Whitehorse,
Yukon Y1A 4Z1

" It is a well known fact that if you lose your language, you also lose your culture, your identity."

" Il est bien connu que si vous perdez votre langue, vous perdez votre culture, votre identité."

La communauté francophone en l'an 2010

Pierre Laroche

Certains pourront être agacés, voire offensés, que l'on spéculé sur la francophonie du Yukon de l'an 2010 alors que le Canada, tel que nous le connaissons, pourrait ne plus exister d'ici quelques mois. Peut-être au contraire est-il plus que jamais nécessaire d'explorer nos rêves et d'affirmer nos besoins et nos objectifs. Peu importe ce que nous réserve l'avenir, nos rêves doivent continuer de nous guider, «d'énergiser» nos actions; ce sont les moyens de répondre à nos attentes qui devront changer. Un de ces grands rêves, c'est le développement d'une communauté francophone viable, désirée et appréciée dans le Yukon de demain.

Nous voici donc en l'an 2010. Le Yukon est devenu l'une des deux provinces du Nord canadien et ses habitants jouissent des mêmes droits que les autres Canadiens. La communauté francophone est passée de 500 à 2 500 personnes et représente maintenant 5% de la population totale du Yukon qui, elle, se situe à 50 000 personnes. En doublant son pourcentage, qui était d'environ 2.5% en 1990, la communauté s'est approchée à mi-chemin du chiffre de 10% qui constitue le seuil permettant à toute communauté de faire face sereinement et efficacement au problème de l'assimilation. Une intéressante et dynamique communauté des affaires francophones s'est développée et en-plus d'offrir des milieux de travail en français, elle génère dans plusieurs cas, des projets d'emplois durables. La société des gens d'affaires francophones est devenue une composante appréciable de l'économie yukonnaise.

De plus, les francophones, tout comme les Premières Nations, sont maintenant reconnus dans les faits pour leur contribution et leurs droits historiques. Partout au Canada, il est maintenant largement accepté que la francophonie constitue une caractéristique fondamentale de ce pays, côte à côte avec les autres communautés nationales: les anglophones et les autochtones. Les groupes ethniques sont, quant à eux, solidement intégrés à ces dernières.

Comment ce «petit paradis» a-t-il pu se développer, demanderez-vous?

Eh bien, en partant de la situation actuelle, les institutions de la francophonie se sont développées et regroupées. Whitehorse compte parmi ses «édifices» un important centre où se trouvent regroupées les activités de la francophonie.

Ce centre comprend l'école française Émilie-Tremblay, La Garderie, le journal francophone, des services sociaux et de santé, des services communautaires, un centre sportif et récréatif, une grande salle communautaire polyvalente, un centre des affaires francophones et un important centre touristique qui reçoit tous les francophones de l'Europe ainsi que de l'Est du Canada et du Québec dont le nombre s'est considérablement accru. On rencontre à Whitehorse et dans le reste du Yukon, d'autres écoles françaises et des coopératives d'habitation francophones. Les francophones chérissent l'implantation progressive de toute cette infrastructure. Alors qu'autrefois ils avaient le choix entre s'assimiler ou repartir, ils choisissent maintenant de s'installer, de contribuer au développement du Yukon tout en conservant et perpétuant leur héritage culturel.

Il y a loin de la coupe aux lèvres, me direz-vous! Je répliquerai que l'histoire de l'humanité, et plus près de nous, celle de ce pays ont vu des rêves tout à fait audacieux se réaliser. Puisse donc dans nos rêves collectifs, la témérité, l'énergie et la motivation nécessaires à la création de bases solides sur lesquelles reposera la francophonie de l'an 2010.



1er février 1991, premier anniversaire de La Garderie.
February 1st, first anniversary of La Garderie.



Dévoilement du nouveau logo de l'AFY, nov. 90
Unveiling of the AFY's new logo, Nov. 90



La cabane à sucre/The Sugar Shack



Inauguration officielle de l'école Émilie-Tremblay, nov. 90
Official inauguration of Émilie-Tremblay school, Nov. 90

The francophone community in 2010

Pierre Laroche



Nos enfants/Our children

Some might be annoyed, even offended, that we speculate on the Francophones of the Yukon in the year 2010 while Canada, as we know it, might not exist within a few months.

Yet maybe now, more than ever, is the time to explore our dreams and to assert our needs and objectives. No matter what the future holds for Francophones in the Yukon, our dreams must continue to guide us, to energize our actions; only the means through which we hope to meet our expectations may change. One of those great dreams is to develop a viable, welcome, and appreciated francophone community in tomorrow's Yukon.

So here we are in the year 2010. The Yukon has become one of the two provinces of Canada's North and its inhabitants have the same rights as other Canadians. The francophone community has grown from 500 to 2 500 people, now representing 5 percent of the total Yukon population of 50 000 people. In doubling its representation, which stood at approximately 2.5 % in 1990, the community has made his half way to 10 %, the threshold which allows any community to face problems of assimilation in a serene and effective way. An interesting and dynamic francophone business community has developed which, in addition to offering work environments in French, generates, in several instances, long-lasting employment projects. The francophone business society has become an appreciable component of the Yukon economy.

Also, and similarly for First Nations people, Francophones are now known through their accomplishments for their contribution and historical rights. Everywhere in Canada it is a well recognized fact that the francophone way of life is a fundamental characteristic of this country, side by side with the other national identities: the Anglophones and the aboriginal people. As for the ethnic groups, they are solidly linked to these identities.

How could this "small paradise" have come to be, you will ask?

Well, starting from our current situation, institutions of the francophone community have developed and gathered. Among its buildings, Whitehorse has an important centre where French activities are grouped together.

This centre includes Émilie-Tremblay school, the day care centre, the French newspaper, health and social services, a sports and recreational centre, a large community hall for various uses, a French business centre, and an important tourist centre for welcoming the growing number of Francophones from Europe, Eastern Canada and Québec; There are also housing co-ops and other French schools in Whitehorse and throughout the Yukon. Francophones treasure the gradual implementation of all this infrastructure; while they had in the past a choice between being assimilated or leaving, they now choose to settle and contribute to the development of the Yukon while preserving and perpetuating their cultural heritage.

We still have a long way to go, you will say? To this I shall answer that the history of mankind and, closer to us, the history of this country, has seen mighty bold dreams become a reality. Let us then draw from our collective dreams the necessary rashness, energy, and motivation to create a sound foundation upon which will rest the francophone way of life of the year 2010.

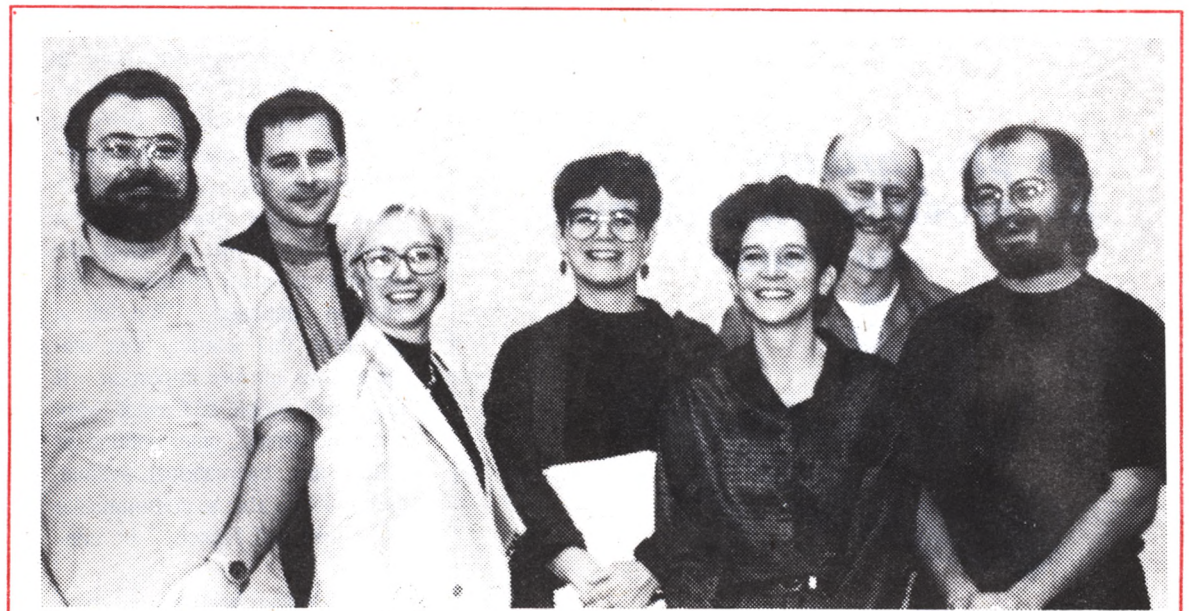
Together, we will build tomorrow's Yukon.



"Les souliers dansants"



Fête de l'halloween/Halloween party



Bureau de direction de l'AFY/Board of directors of l'AFY
Luc Laferté, Pierre Paré, Flo Hutchinson, Hélène Saint-Onge,
Jeanne Beaudoin, Robert Nantel, Gilles Vienneau, absente de la photo: Lise Peace.

MONDE DES AFFAIRES

Lorsqu'il s'agit de parler de la cause franco-canadienne, il ne se trouve pas meilleur défenseur que Rolf Hougen, ex-président de la Chambre de commerce du Canada, représentant au Yukon du Consul de France de Vancouver et homme d'affaires éminent du Yukon. Originaire de la Colombie-Britannique, Monsieur Hougen a vécu la majeure partie de sa vie au Yukon où il occupe une place de taille au sein de l'économie territoriale. Il a de plus été profondément impliqué dans les affaires avec des francophones, notamment lorsqu'il était avec la Chambre de commerce du Canada. L'année dernière, il rencontrait d'ailleurs un grand nombre de représentants du Québec avec qui il était question du Lac Meech et de toutes sortes d'échanges avec la Chambre de commerce.

Pour M. Hougen, le fait français c'est beaucoup plus que la reconnaissance des droits d'une communauté de langue officielle.

«Je me sens très concerné par la dualité canadienne» explique-t-il. «Si tous les Canadiens pouvaient comprendre le français et l'anglais, ils seraient en mesure de communiquer avec le tiers du monde de la planète et ça c'est très important.» Apprendre le français est si important pour Rolf Hougen et son épouse qu'ils quittent le Yukon en 1976 à destination de Grenoble, en France, où lui et sa famille consacrent une année à l'apprentissage du français.

«Notre raison principale pour s'établir là-bas c'était de permettre aux enfants d'apprendre le français» reprend M. Hougen. «Nous sentions qu'à cette époque, l'apprentissage de cette langue était terriblement important. Si les jeunes gens du Canada veulent se lancer en affaires, s'ils veulent aller en politique, s'ils veulent aller dans toute branche internationale, ils doivent être en mesure de communiquer en anglais et en français », conclut-il.



Rolf Hougen

En constante relation avec des francophones d'un bout à l'autre du pays, M. Hougen ne voit pas d'ennui à voir se développer la communauté francophone de Whitehorse. «Le fait d'avoir formé votre propre association et vos activités me semble être un déve-

loppement positif» souligne-t-il, «et je trouve que vous progressez chaque année. Vous demandez des services gouvernementaux sur une base progressive plutôt que de dire que tous les services devraient être disponibles. Je trouve cette approche positive et réaliste». Il trouve tout aussi constructive l'attitude du gouvernement territorial qui va de l'avant avec ses services en français. «J'essaie de parler à divers groupes de la valeur de la langue française et des deux langues pour leur montrer à quel point elles améliorent notre capacité dans la vie. Les gens trouveront plus d'opportunités et plus de plaisirs à retirer de la vie s'ils peuvent comprendre les deux langues. On ne doit pas les apprendre simplement parce que c'est la loi mais plutôt dans l'esprit des valeurs qu'elles apportent à l'individu.

Ce message est, en général, bien reçu et beaucoup de gens m'ont avoué qu'ils n'avaient jamais regardé ça de cette façon.

Plusieurs ne pouvaient pas dépasser le fait que le gouvernement impose l'étude de la langue française. Ils ne voyaient pas les possibilités que cela ouvrait à leurs enfants.»

La famille Hougen étant bilingue, il ne faut pas être surpris si l'on retrouve une variété de produits culturels français chez Erik's Home Entertainment puisque toute la famille Hougen partage les mêmes opinions sur la dualité linguistique. «Mon fils Erik, qui dirige le magasin, a les mêmes vues que moi. En plus d'offrir une gamme de produits francophones, certains employés des entreprises Hougen sont mêmes bilingues. «Je crois que tout cela est bon» reprend M. Hougen, «non seulement pour la communauté francophone mais aussi pour ceux qui étudient le français. Ca leur donne une opportunité d'écouter du français. Les jeunes qui connaissent ces deux langues sont équipés pour le succès!»

BUSINESS WORLD

There is no better champion of the French Canadian cause than Rolf Hougen, past president of the Canadian Chamber of Commerce, Yukon representative of the French Consulate in Vancouver and distinguished Yukon businessman. A native of British Columbia, Mr. Hougen has spent

most of his life in the Yukon where he plays a major role in the economy of the territory. In addition, he has been heavily involved in business matters with Francophones, particularly while with the Canadian Chamber of Commerce. Moreover, last year he met a great number of representatives from

Québec with whom he had discussions about the "Meech Lake Accord" and other subjects relevant to the Chamber of Commerce.

From Mr. Hougen's standpoint, the French fact is much more than a recognition of rights of a community that has an official language. "I am very concerned about the Canadian duality", he explained. "If all Canadians could understand French and English, they would be able to communicate with one third of the world's population, and that's very important".

Learning French had been so important for Rolf Hougen and his wife that they left in 1976 for Grenoble, France, where the whole family spent one year immersed in French. "Our main reason for moving there was to allow the children to learn French," Mr. Hougen continued. "We felt at that time that learning that language was terribly important. If the young people of Canada want to go in business, enter politics, or follow any international avenue, they must be able to communicate in English and French," he concluded.

Mr. Hougen believes that there is a place for French even in the

Yukon since, historically, French Canadians have emerged in the development of the territory. "Many people I have known here when I was younger came from northern Ontario or Québec. Some came at the turn of the century and their names got around in Dawson City where there was a strong Francophones representation. Many Francophones have settled in the Yukon since the construction of the Alaska Highway and the trend continues to this day".

In regular contact with Francophones from one end of the country to the other, Mr. Hougen has no reservation in seeing the francophone community of Whitehorse expanding. "The fact is that you created your own association and that your activities seem, to me, reflected a positive growth," he noted. "And I find that you progress every year. You ask for governmental services on an increasing basis rather than saying that all services should be available to you now. I find this approach positive and realistic." He finds constructive, as well, the attitude of the territorial government in its move to go ahead with French services. "I try to speak to various groups about the value of the

French language and of having two languages, trying to show how much they can improve one's potential in life. People will find more opportunities and will experience more pleasure in life if they can understand two languages. We shouldn't learn them just because it's the law but more for the value they bring to the individual. This message is generally well received and many people have admitted to me they had never thought about it in that way. Many could not move beyond the idea that the government was forcing them to learn French. They were not able to see the possibilities that this could bring to their children."

With the Hougen Family being bilingual, we should not be surprised to find a variety of French cultural products at Erik's Home Entertainment, since the whole family shares the same ideas about the linguistic duality.

"I believe this is good," Mr. Hougen resumed, "not only for the francophone community but also for those who study French. It gives them an opportunity to listen to the language. The young ones who know both languages are equipped for success!"

ERIK'S HOME ENTERTAINMENT CENTRE

668-6543 303 MAIN ST. AT 3RD AVENUE.

La plus grande sélection de produits électroniques au Yukon



Erik's offre ses meilleurs vœux à la communauté francophone.

Bonne sélection de musique française

"Les jeunes qui connaissent ces deux langues sont équipés pour le succès!"

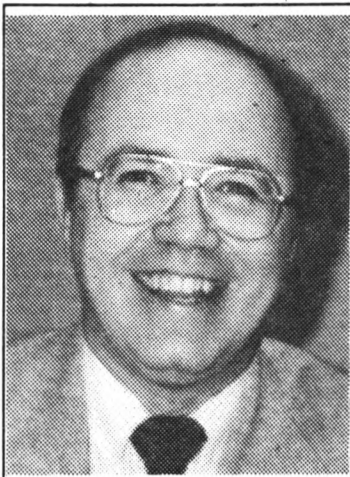
"The young ones who know both languages are equipped for success!"

DU CÔTÉ DES MINISTÈRES FÉDÉRAUX

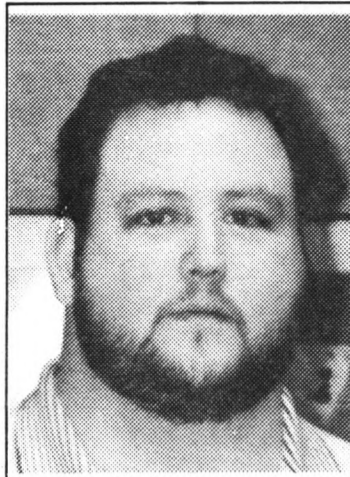
Qu'est-ce que Transports Canada, les Lignes aériennes Canadien et la Commission d'emploi et immigration ont en commun? Ils desservent un public, tantôt anglophone, tantôt francophone.

Réunis autour d'une même table, en octobre dernier, les représentants des ministères fédéraux et certaines compagnies d'envergure nationale rencontraient l'Association franco-yukonnaise pour parler des différents besoins de la communauté francophone. «Je croyais qu'en allant à cette séance, on nous ferait toutes sortes de demandes auxquelles on ne pourrait répondre mais en réalité, la séance de travail a été davantage une expérience éducative et une opportunité de comprendre ce que votre association demande du système», commente Phil Dyke, directeur des services des Lignes aériennes Canadien à Whitehorse. Sean Sutherland, de Transports Canada, affirme pour sa part que l'Association a amené les ministères fédéraux, à travers cette réunion annuelle, à se rapprocher pour travailler tous ensemble à établir des services en français. «L'AFY nous aide beaucoup, chez Transports Canada. Nous avons une excellente relation!»

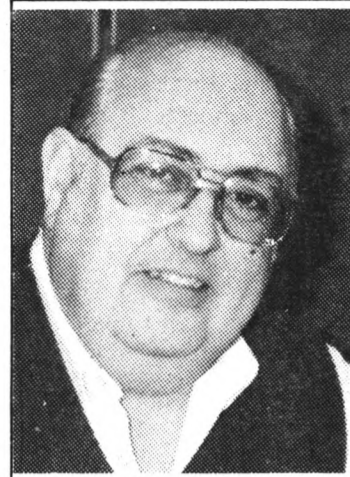
Pour beaucoup de représentants de ministères ou compagnies des-



Phil Dyke



Sean Sutherland



Raymond Chalifoux

servant la population, cette rencontre avec le personnel de l'AFY amenait une nouvelle dimension quant aux besoins de la communauté francophone. On a réalisé que les francophones ne demandent pas le bilinguisme mais des services en français dans les milieux de première importance pour eux. «Ce n'est pas de faire en sorte que tous mes employés soient bilingues» reprend M. Dyke. «Ce serait bien mais ça prendra des années avant d'arriver là. Mais je pense que le message était simplement de reconnaître que les francophones ont le droit de communiquer dans l'une ou l'autre des deux langues officielles».

À la Commission d'emploi et immigration Canada, l'AFY est perçue comme un regroupement positif. En relation constante avec l'AFY depuis une dizaine d'années, Raymond Chalifoux, superviseur des services d'emploi à Whitehorse, dit n'avoir connu aucun problème à discuter avec les représentants de la communauté francophone sur l'amélioration de services en français. Il affirme cependant que le problème n'est pas sur la reconnaissance de la nature bilingue du Canada mais sur la façon d'instaurer les nouveaux services, les bureaux de la Commission étant partagés en trois localités. On compte donc sur le

regroupement des services, dans le nouvel édifice en construction au centre-ville, pour essayer d'offrir une meilleure forme de service en français.

Pour beaucoup d'anglophones cependant, le problème demeure le même: pourquoi investir tant d'efforts dans une langue officielle, soit, mais non-majoritaire au Yukon. «Si les gens commencent à penser de la sorte nous n'allons rien accomplir» croit Phil Dyke de Canadien. «Nous n'allons rien trouver de mieux, dans ce cas, que de se défendre et résister. Ce n'est pas très productif. Je préfère le travail constructif.» Le directeur de Transports Canada poursuit dans

le même sens. Selon M. Sutherland, ministères et entreprises ne devraient pas être perçus comme faisant un sacrifice en servant la clientèle francophone dans sa langue. «Cela devrait être une façon normale de procéder», affirme-t-il. «Les langues ne devraient pas être différentes des cultures ou des religions... nous devrions avoir la liberté sans faire de différence.»

Pour sa part, M. Dyke dit même avoir contacté le siège social des lignes Canadien à Toronto pour étudier la possibilité de faire porter aux employés bilingues une petite épinglette indiquant au public leurs connaissances linguistiques. «J'ai deux employés qui apprennent le français présentement au Collège et il s'agit là de leur propre initiative» commente M. Dyke. «Ces employés sont venus me voir avec ces demandes. Je ne leur ai pas demandé. Ils voulaient apprendre alors ça, c'est un plus pour nous!»

«Nos employés sont très positifs» affirme à son tour le directeur de Transport Canada, Sean Sutherland, sur un ton confiant. «Ils ont hâte de recevoir l'entraînement nécessaire et ils ne sont pas forcés de faire quoi que ce soit. Ils savent qu'il y a un besoin et veulent faire de leur mieux pour répondre convenablement.»

THE FEDERAL DEPARTMENTS

What do Transport Canada, Canadian Airlines International Ltd., and Canada Employment and Immigration Commission have in common? They all serve a public which is sometimes English, sometimes French.

Gathered around the same table last October, representatives from federal departments and some national companies met with l'Association franco-yukonnaise to discuss the various needs of the francophone community. "I thought that by going to that session there would be all sorts of demands made on us which we would be unable to meet. But in fact, the workshop proved to be more of an educational experience and an opportunity to understand what your association asks of the system", commented Phil Dyke, Customer Service Manager-Whitehorse with Canadian Airlines International Ltd. As for Sean Sutherland of Transport Canada, he asserted that through this annual meeting, l'Association brought the federal departments closer together in working towards establishing French services: "L'Association franco-yukonnaise is very helpful to Transport

Canada. We have a great relationship going!"

For many representatives of government departments and companies serving the public, this meeting with the personnel of l'Association franco-yukonnaise brought them a new dimension to the needs of the francophone community. It was realized that Francophones do not ask for bilingualism but for French services in areas of prime importance to them. "It's not a question of making all my employees become bilingual", continued Mr. Dyke. "It would be nice but it would take us years to get there. But I think that the message was simply to recognize that Francophones have a right to communicate in either one of the two

official languages".

At the Canada Employment and Immigration Commission, l'Association is perceived as a positive group. In constant interaction for approximately ten years with l'Association franco-yukonnaise, Raymond Chalifoux, Whitehorse Supervisor of this federal service, said he has never had any problems discussing matters of French services implementation with representatives of the French community. He said, nevertheless, that there is a problem not in recognizing Canada's bilingualism nature, but rather in the manner in which the new services are set up at the Commission given that the offices are located in three different locations. So we are counting on the

regrouping of services in the new downtown building, now under construction, to attempt to offer form of service in French.

Nonetheless, for many Anglophones the problem remains the same; why invest so much effort in a language that, albeit an official one, is not one of the majority in the Yukon? "If people start thinking like this we won't accomplish anything" believes Mr. Dyke of Canadian Airlines International Ltd. "We won't find anything better to do than defend ourselves and resist, if that's the case. This is not very productive. I prefer constructive work".

Mr. Sutherland of Transport Canada continued in the same vein. According to him, government

departments and businesses should not be perceived as making a sacrifice when serving their French clientele in their language. "This should be the normal way of conducting business," he asserts. "Languages should not be treated any differently than cultures or religions... We should have the freedom without making differences."

As for Mr. Dyke, he said he had even contacted Canadian's head office in Toronto to study the possibility of having their bilingual employees wear a small pin informing the public of their linguistic knowledge. "I have two employees currently learning French at the College, and this is strictly on their own initiative," he said. "Those employees came to me with their requests. I didn't ask them to. They wanted to learn, and that's a plus for us!"

With confidence, the Director of Transport Canada, Mr. Sutherland, added, "Our employees are very positive. They are eager to get the necessary training and they are not forced to do anything. They know there is a need and want to do their best to respond to it appropriately."

"...They know there is a need and went on to do their best to respond to it appropriately."

"...Ils savent qu'il y a un besoin et veulent faire de leur mieux pour répondre convenablement."

S'INSTRUIRE EN FRANÇAIS

IMMERSION

«On pense que c'est important de savoir parler deux langues. Comme mes parents n'ont pas eu la chance d'apprendre le français lorsqu'ils étaient jeunes, ils ont pensé que j'aimerais alors ils m'ont inscrite dans une maternelle française jusqu'en deuxième année. Ils m'ont alors demandé si je voulais continuer en français et j'ai dit oui parce que j'aimais beaucoup.»

Ce témoignage ne vient pas d'une élève francophone. Il s'agit plutôt d'une jeune élève de 6e année de l'école d'immersion française, Whitehorse Elementary, Kate Yakimow. Agée de douze ans et anglophone, Kate a toujours étudié en français. Aussi, en plus de communiquer dans sa langue maternelle, l'anglais, Kate réussit à converser dans un français remarquable. «A la maison je parle toujours anglais» de nous expliquer Kate. «Mais à l'école je parle en français.»

«J'aime beaucoup le défi» commente à son tour Michael

Davidson, également en 6e année à l'école Whitehorse Elementary, «C'est pour cela que je suis à l'école d'immersion; j'aime cette langue!» nous dit-il en souriant.

300 des 500 élèves qui fréquentent l'école Whitehorse Elementary étudient dans le programme d'immersion, de la maternelle jusqu'à la 6e année. «Avec les problèmes de l'après-Meech, cela démontre une certaine prise de conscience chez les parents anglophones qui voient l'utilité et le besoin que leurs jeunes aient la connaissance d'une langue seconde» commente Paul Thériault, directeur de l'école, qui voit aussi dans cet apprentissage de nombreux avantages aux points de vue académique et social. Pour ce directeur qui a géré une école semblable durant plus de cinq ans à Regina en Saskatchewan, l'école d'immersion ne cherche pas à créer de nouveaux francophones. C'est un programme de français comme langue seconde. «On espère seulement que les jeunes qui sortent d'ici seront au moins francophiles» ajoute M. Thériault. Pour que l'élève soit en mesure de suivre avec efficacité le programme d'immersion, on doit inscrire son enfant aux niveaux de maternelle ou de première année. Ce sont là les seuls critères. Ainsi, n'importe quel enfant peut être inscrit dans cette école. On y retrouve d'ailleurs des enfants de tous les niveaux académiques et de tous les milieux. Pour aider les jeunes dans l'apprentissage du français comme langue seconde, le personnel enseignant de l'école Whitehorse Elementary est particulièrement sensibilisé aux besoins des élèves. Les jeunes qui arrivent à l'école d'immersion au niveau de la maternelle n'ont pas le bagage linguistique que les jeunes d'une maternelle, française ou anglaise possèdent. On doit donc donner aux enfants les connaissances de base de la langue française. En troisième année, après l'apprentissage de ces bases, les élèves ajoutent l'anglais à leur routine comme matière scolaire. Ayant déjà appris à lire, on transfère simplement cette habileté. «Ce qui est intéressant», rapporte M. Thériault, «c'est que lorsque les élèves rencontrent un nouveau mot, ils le décodent à la française!»

La mission d'une école d'immersion est donc bien différente d'une école unilingue. Selon M. Thériault, les résultats sont saisissants. Au niveau de la maternelle, par exemple, la majorité des enfants comprennent 95% de ce qu'on leur enseigne en français dès la période des Fêtes. L'enfant connaît un vocabulaire nouveau et commence doucement à s'exprimer en français. «Ce n'est pas seulement un mot isolé de temps en temps», précise le directeur, «mais il commence à faire des phrases en français!» Ce français, notre jeune élève le ramène à la maison et c'est là que les parents réagissent. «Les parents sont tous émerveillés de cela» rapporte M. Thériault. «On commence à recevoir des téléphones. Les parents expriment alors leur grande satisfaction devant un programme scolaire qui, à leur grande surprise, fonctionne! On voit alors que les parents sont heureux de leur choix.»

«J'aime beaucoup parce que j'ai un ami qui sait parler français» de nous raconter Michael, notre jeune francophile de 12 ans. «Il est francophone alors mon frère et moi, on parle français avec lui. Et puis, quand je vais chez mes grands-parents à Winnipeg, il y a beaucoup de francophones là-bas. Je joue avec eux et on parle français.»

Pour Kate et Michael, l'école d'immersion semble idéale. Ils racontent avec beaucoup de plaisir les avantages qu'ils voient à parler les deux langues. «C'est intéressant ce qu'on fait comparativement à l'anglais» explique Michael. «J'aime beaucoup le défi. En anglais, on ne fait pas beaucoup de choses mais à l'école d'immersion, tu dois parler et écrire en français.»

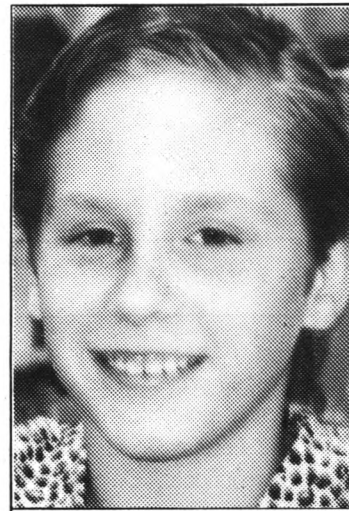
À la fin de la 6e année, l'étudiant typique du programme d'immersion n'est pas bilingue comme tel. Il est cependant prêt à devenir bilingue si on le place en véritable situation d'immersion française, en milieu francophone par exemple. «Après quelques jours seulement», nous dit M. Thériault, «il pourra très bien se débrouiller en français.»



Kate Yakimow



Paul Thériault



Michael Davidson

LEARNING IN FRENCH

IMMERSION

"We think it's important to know how to speak two languages. Since my parents did not have the opportunity to learn French when they were young, they thought I might be interested and registered me from kindergarten to second grade, in French. Then they asked me if I wanted to continue in French and I said yes because I liked it very much".

This statement does not come from a francophone student. Rather, it comes from Kate

Yakimow, a young student in the sixth grade at the French immersion school in Whitehorse Elementary. Twelve years old and anglophone, Kate has always studied in French. As well, in addition to communicating in English, her mother tongue, Kate succeeds in conversing in remarkable French.

"I always speak English at home," Kate explained, "but I speak French at school."

"I love the challenge" commented in turn Michael Davidson, also in the sixth grade at Whitehorse Elementary. "That's why I'm attending the immersion

school. I love the language!" he told us smiling.

Of the 500 students attending Whitehorse Elementary school, 300 study in the immersion program, from kindergarten to grade six. "Given the post-Meech problems, this demonstrates a certain awareness from anglophone parents who see the usefulness and the need for their children to know a second language," commented the Principal of the school, Paul Thériault, who also sees in this type of learning numerous advantages from an academic as well as social standpoint. For this principal, who managed a similar school for over five years in Regina, Saskatchewan, the immersion school does not attempt to create new Francophones. It is a French-as-a-second-language-program. "We only hope that the children who leave here will at least be francophiles," added Mr. Thériault.

In order for the student to effectively follow the immersion program, the child must be registered at the kindergarten or first grade levels. Those are the only criteria, which means that any child can be registered at this school. Children of all academic levels and all family background can be found there.

To help children learn French as a second language, the Whitehorse Elementary School teaching staff is particularly sensitive to the needs of the students. Those who enter the immersion school at the kindergarten level require more than the normal store of linguistic knowledge which other children possess when they enter either French or English kindergarten. In our case, the children must be taught basic French skills. In the third grade, after having learned the fundamentals, the students add the English subject to their academic routine. Having already learned to read, the skill is then simply transferred over. "What is interesting," reported Mr. Thériault "is that when students come across a new word, they decipher it à-la-française!"

An immersion school's mission is therefore quite different from that of a unilingual school. According to Mr. Thériault, the results are striking. At the kindergarten level, for example, the majority of children comprehend 95% of what is taught to them in French by the time the Christmas holidays arrive. The child knows a new vocabulary and slowly begins to express himself in French. "He's not just saying an isolated word here and there," the Director points out, "but, rather, he starts building sentences in French!" The students then bring this French home and that is where the parents react. "The parents are all amazed by it," reports Mr. Thériault. "We start receiving phone calls from parents expressing, to their own surprise, their great satisfaction with an academic program that actually works! It is then obvious that the parents are happy with their choice."

"I like it a lot because I have a friend who knows how to speak French!" said Michael, our twelve year old francophile. "He is a Francophone, so my brother and I speak French with him. And when I go to my grandparents' in Winnipeg, there are many Francophones there. I play with them and we speak French."

The immersion school seems to be ideal for Kate and Michael. They talk with much pleasure of the advantages they see to be speaking two languages. "What we do is interesting compared to English," Michael explained. "I like the challenge a lot. In English, we don't do many things but at the immersion school, you have to speak and write in French."

At the end of the sixth grade, the immersion program's typical student is not bilingual as such. He is nonetheless ready to become bilingual, should he be placed in a real situation of French immersion, as in a total French environment, for example. "After just a few days," Mr. Thériault said, "he will be able to manage very well in French."

S'INSTRUIRE EN FRANÇAIS

École française

Si la langue et la culture sont les éléments clés d'une communauté, l'école en est le berceau. C'est là qu'on apprend, qu'on forme sa pensée et qu'on voit se façonner les générations futures. On comprend donc le rôle très important que joue l'école Émilie-Tremblay pour la communauté franco-yukonnaise. Son histoire est jeune mais riche en développements. D'abord programme d'enseignement, Émilie-Tremblay obtient le statut d'école en 1988. Ses élèves et enseignants occupent alors le sous-sol de l'école Whitehorse Elementary. À l'automne 90, l'école française obtient enfin ses propres locaux, rue Nisutlin, à Riverdale, et devient une école dite homogène où l'élémentaire et le secondaire sont maintenant réunis.

Louise Paradis, directrice de l'école depuis trois ans, souligne à quel point l'acquisition de ces nouveaux locaux contribue à

améliorer la qualité de l'enseignement donné. «Nous sommes plus ensemble», explique-t-elle. «Toute notre énergie est centrée sur notre école; auparavant, nous devions la partager avec une autre alors que maintenant nous sommes vraiment concentrés.» Les effets bénéfiques de l'école homogène sont aussi remarquables pour les élèves d'Émilie-Tremblay car ils ne sont plus en situation de minoritaires. A Whitehorse Elementary, ils éprouvaient un certain malaise à parler leur langue parce qu'ils n'étaient que 45 francophones pour 550 anglophones. À Émilie-Tremblay ils sont en majorité et par conséquent, très confortables dans leur langue.

Chargée de l'éducation de la relève française de la dernière frontière, l'école Émilie-Tremblay joue un rôle préventif face à l'assimilation. «On le vit surtout au niveau du secondaire avec les plus



Louise Paradis

vieux. On voit à quel point les adolescents trouvent une certaine satisfaction à parler leur langue», reprend Mme Paradis. Point central et très actif de notre société, l'école française est à la base de la communauté francophone. C'est à l'école que se vit une grande partie

de la vie en français. C'est un milieu qui stimule les parents à retrouver et à garder leur langue puisque pour une majorité d'entre eux, l'anglais est la langue de travail.

C'est ce qui les stimule aussi à participer à des activités de la

communauté francophone. En fait, l'école française amène une dimension culturelle tout à fait différente au Yukon.

Quant à ceux qui croient que l'école française représente l'isolement d'une partie de la communauté, Mme Paradis les rassure d'une façon très constructive. «Cette idéologie est de moins en moins présente. On est tellement actifs partout! Prenons simplement la Semaine de la famille où nous avons présenté un spectacle à l'école F.H. Collins. Parlons de l'ouverture des lumières de Noël où nous étions l'une des seules écoles présentes. Bref, chaque fois qu'il y a une activité à Whitehorse, nous tentons d'y participer», d'expliquer la directrice. «On est très présents dans la communauté yukonnaise», poursuit-elle. «Cela montre qu'on peut avoir bien du plaisir et vivre en français.»

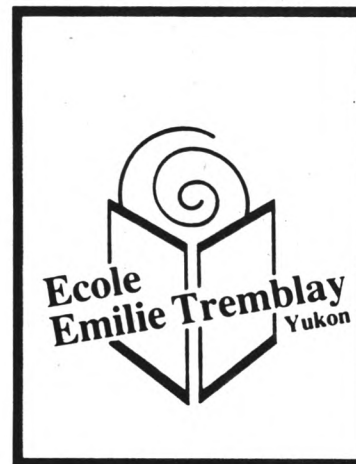
Learning in French

French School

If language and culture are considered key element of a community, then the school is its cradle. Indeed, school is where the learning takes place, where one's thought is formed, and where future generations are shaped. We therefore understand the crucial role which Émilie-Tremblay School plays for the francophone community of the Yukon. Its background is brief but rich in developments.

Starting at first as an education programme, Émilie-Tremblay was granted a school status in 1988. Its students and teachers then operated from the basement of Whitehorse Elementary School. In the fall of 1990, the French school finally moved into its own premises on Nisutlin Drive, in Riverdale, and became a school referred to as homogeneous where elementary and secondary levels are finally brought together.

Louise Paradis, Principal of the school for the past three years, stressed the extent to which the acquisition of the new premises has improved the quality of the education provided. "We are more together" she explained. "All our energy is centered on the school; in the past, we had to share it, whereas now we are truly concentrated". The beneficial results deriving from the homogeneous school are also remarkable for the



students of Émilie-Tremblay because they are not in a minority setting anymore.

At Whitehorse Elementary they were experiencing a certain uneasiness in speaking their language since the ratio was 45 Francophones to 550 Anglophones. At Émilie-Tremblay, on the other hand, students are part of a majority and consequently very comfortable in their language.

Responsible for the education of the francophone posterity in this Last Frontier, Émilie-Tremblay School plays a preventative role against assimilation. "This role applies especially with older students at the secondary level where we can see the extent to which adolescents find a certain satisfaction in speaking their language," resumed Mrs Paradis. A

central and very active element of our society the French school is a cornerstone of the francophone community. Indeed, it is at school that a large portion of life is experienced in French. As well, the French school is an environment that encourages francophone parents to rediscover and keep their language since, for a majority of them, English is their working language. This is also what stimulates them to participate in francophone community activities. In fact, the French school brings a totally different cultural dimension to the Yukon.

As for those who believe that the French school represents a part of the community going into isolation, Mrs Paradis reassures them in a very constructive way: "This kind of thinking is increasingly uncommon in our society."

We are so active everywhere! Lets take for instance the Family Week event during which we put on a show at F. H. Collins School. Also the Lights across Canada event where we were one of the few schools present. In short, every time there's an activity in Whitehorse, we try to participate," explained the principal. "We are very active in the Yukon community," she went on. "This shows that we can have a lot of fun while living in French".

La Commission nationale des parents francophones félicite l'Association franco-yukonnaise pour tout son travail accompli depuis plusieurs années. Non seulement vous avez, au nom de la francophonie, effectué des gains importants mais vous êtes parvenus sur l'échiquier national à bien faire comprendre les préoccupations de vos membres. Bon succès dans vos projets futurs tout particulièrement dans vos démarches qui visent l'implantation d'une commission scolaire et éventuellement d'un centre scolaire communautaire.



Un jardin sur le toit

La petite histoire des francophones du Yukon

L'Association franco-yukonnaise publiera, l'automne prochain, un livre consacré à l'histoire des francophones venus dans la dernière frontière, de la ruée vers l'or jusqu'à nos jours.

Le livre, intitulé "Un jardin sur le toit" est composé de deux parties: un roman historique et un album communautaire. Ci dessous vous trouverez la préface du roman historique ainsi que la préface de l'album communautaire.

Un jardin sur le toit Préface

Cécile Girard et Renée Laroche

La communauté franco-yukonnaise, telle qu'on la connaît aujourd'hui est un phénomène récent. Très peu de Franco-Yukonnais et de Franco-Yukonnaises vivant actuellement sur le territoire, peuvent se dire les descendants directs des pionniers du siècle dernier. Et pourtant, on ne peut nier la venue d'un nombre important de francophones lors de la célèbre ruée vers l'or. Chose curieuse, ils n'ont semble-t-il laissé

derrière eux que des lacs, ruisseaux et montagnes portant encore leurs noms. L'absence d'institutions a eu raison de leur identité linguistique.

Ce livre se divise en deux parties. La première s'intitule "Un jardin sur le toit" et raconte la petite histoire de ces hommes et de ces femmes qui participèrent activement à la fondation du Yukon. Nous avons choisi le moyen du roman historique, avec ses avantages et ses lacunes, pour ouvrir une brèche dans les jours écoulés. C'est ainsi que sont nés les Lebrun et leurs amis, pur produit de l'imagination. Toutefois, il nous sem-

ble important de souligner que tout ce beau monde a grandi à la lueur des révélations des archives. Au cours de leur vie les personnages principaux rencontreront des gens ayant véritablement foulé les sols enneigés du Yukon. Vous les reconnaîtrez facilement puisque leurs noms seront écrits en caractère italique. Quantité d'événements sont fictifs, un bon nombre sont aussi véridiques et les notes de renvoi indiquent leur référence.

Cet ouvrage n'est pas exhaustif et ne prétend pas l'être. Les précis d'histoire sommeillent trop souvent, sagement rangés sur des étagères; nous avons voulu un livre qui suscitera la curiosité, la réflexion, un livre qui ne restera pas neuf.

Album communautaire préface

Geneviève Légaré

L'album communautaire des Franco-Yukonnais et des Franco-Yukonnaises que voilà constitue en quelque sorte la continuation

de la partie historique qui précède. Il représente d'abord et avant tout un échantillon de la population francophone ou de descendance française provenant des quatre coins du Canada ou d'autres frontières, et résidant au Yukon depuis au moins un an.

Leurs récits ont été recueillis au hasard de rencontres. On me référerait, lors d'entrevues, à d'autres francophones que je contactais et qui m'accordaient, à leur tour, une entrevue enregistrée d'une soixantaine de minutes. Notez que toutes les personnes rencontrées font parties de l'album. Il n'y a pas eu de sélection parmi les témoignages.

D'autre part, les Franco-Yukonnaises et les Franco-Yukonnais ont aussi eu la chance de contacter les responsables du livre s'ils désiraient faire part de leurs expériences. L'information à ce sujet avait préalablement été diffusée dans la Chronique «Bonjour» (d'un journal anglophone territorial) dans «l'Aurore boréale» ainsi que sur les ondes de l'émission «Rencontres».

Il faut par ailleurs considérer le fait que la recherche reliée à l'album s'est effectuée sur une période de moins de six mois, soit de l'été à l'automne 1990. Certaines personnes ont été contactées mais se trouvaient soit en vacances, soit à l'extérieur de Whitehorse à travailler dans les mines ou autres camps isolés, comme c'est souvent le cas au Yukon.

A quelques exceptions près tous les textes ont été rédigés par la même personne afin de créer une certaine homogénéité. De plus, des images de lieux de résidences, de faits historiques ou de particularités d'un village ont été greffées au fil des récits afin de rendre l'ensemble de l'album délectable à sa lecture.

Cet album communautaire n'aurait pas été rendu possible sans le formidable accueil que j'ai reçu jour après jour par toute la population.

Je remercie grandement tous ceux et celles qui ont bien voulu m'accorder quelques minutes me faisant part de leur vécu, afin d'enrichir cet album, leur album.

A Garden on the Roof

The story of the Francophones in the Yukon

Next fall, L'Association franco-yukonnaise will publish a book about the Francophones who came in the Last Frontier from the Gold Rush days to the present.

The book titled "Un jardin sur le toit" (A garden on the roof) will be divide in two parts: an historical novel and a commmunity album. Here are the historical novel and the community album's prefaces

A garden on the roof Preface

Cécile Girard et Renée Laroche

The francophone community of the Yukon, as we know it today, is a recent phenomenon. Very few French-speaking men and women who now live in the Territory can claim direct lineage with the pioneers of the last century. One cannot deny the arrival of a significant number of Francophones during the famous Gold Rush. Yet strangely, they seemed to have left

behind them only lakes, rivers and mountains that still bear their names. Their linguistic identity faded due to the lack of French institutions and services.

The book is divided into two sections. The first, entitled «Un jardin sur le toit», tells the delightful story of French-speaking men and women who participated actively in the founding of the Yukon. We chose the historical novel, with its advantages and deficiencies, as a means for opening a window onto the days gone by. Thus were created the Lebruns and their friends, pure products of the ima-

gination. However, we feel it is important to point out that all these lovely characters grew from archival discoveries. During the course of their lives, our main characters will meet people who, truly, will have walked the snow-covered land of the Yukon. They will be easily recognizable since their names will appear in italics. A great many events are fictitious, yet a good number of them are real and have a footnote referring the reader to the source.

This work is not, nor does it pretend to be, exhaustive. History books lay too often dormant, sedately lined up on shelves. We wanted to write a book that would arouse curiosity and reflection, a book that will not stay new for long!

Community Album preface

Geneviève Légaré

The Community Album on French-speaking men and women

of the Yukon is more or less a continuation of the preceding historical section. First and foremost, the Album represents a sample of the francophone population or people of francophone descent coming from across Canada or beyond, and having resided in the Yukon for at least one year. Their stories were collected from chance encounters. During interviews, some would refer me to other Francophones whom I would contact and who, in turn, would grant me a recorded interview of approximately an hour. It should be noted that all people interviewed are included in the Album and that their stories have not been screened.

As well, all Francophones of the Yukon also had the opportunity to contact those who were responsible for the book if they wished to share their experiences. Announcements to this effect had been made beforehand in the column «Bonjour» (of an English territorial newspaper), in «l'Aurore boréale», and on the radio during the

program «Rencontres». It should also be mentioned that the research related to the Album was conducted over a period of less than six months, from the summer to the fall of 1990. Some people were contacted while either on vacation or working outside of Whitehorse in mining or other remote camps, as is often the case in the Yukon. Almost all texts were written by the same person in order to preserve a certain uniformity. As well, pictures of residential areas, of village features and of historical facts were incorporated with the text to make the album pleasant to read.

The production of this Community Album would not have been possible without the fabulous welcome I received day after day from the whole population. I heartily thank all those who were kind enough to grant me a few minutes to share their experiences in order to improve this Album, which is their album.